

ASIES EN LUTTE!



Bulletin du groupe de travail Asie du NPA- Numéro 6 - Avril-Mai 2011

Éditorial

Michael Lowy

Chaque jour nous apporte des nouvelles plus terrifiantes de la catastrophe nucléaire de Fukushima. Pour la deuxième fois de son histoire, le peuple japonais est victime de la folie nucléaire. On ne sait pas encore l'étendue du désastre, mais il est évident qu'il s'agit d'un tournant. Dans l'histoire de l'énergie nucléaire, il y aura un avant et un après Fukushima.

Après Tchernobyl, le lobby nucléaire occidental avait trouvé la parade : c'est le résultat de la gestion bureaucratique, incompétente et inefficace, propre au système soviétique. « Cela ne pourrait pas avoir lieu chez nous ». Que vaut cet argument aujourd'hui, quand c'est le fleuron du capitalisme japonais – en fait, comme le rappelle dans un article récent Pierre Rousset, rien moins que « le plus grand producteur privé mondial d'électricité » ! - qui est concerné ?

Les médias ont mis en évidence l'irresponsabilité, l'impréparation et les mensonges de la Tokyo Electric Power Company (TEPCO) – avec la complicité active des organismes de contrôle et des autorités locales et nationales – plus préoccupée de rentabilité que de sécurité. Ces faits sont indiscutables, mais à trop insister sur cet aspect, on risque de perdre de vue l'essentiel : l'insécurité est inhérente à l'énergie nucléaire. Le système nucléaire est fondamentalement insoutenable, les accidents sont statistiquement inévitables. Tôt ou tard,

d'autres Tchernobyl et d'autres Fukushima auront lieu, provoqués par des erreurs humaines, des dysfonctionnements internes, des tremblements de terre, des accidents d'aviation, des attentats, ou des événements imprévisibles. Pour paraphraser Jean Jaurès, on pourrait dire que le nucléaire porte la catastrophe comme la nuée porte l'orage.

Ce n'est donc pas étonnant que le mouvement antinucléaire soit en train de se remobiliser en grande échelle, avec quelques résultats positifs, par exemple en Allemagne. Le mot d'ordre de « Sortie immédiate du nucléaire » se répand comme une trainée de poudre. Cependant, la réaction de la plupart des gouvernements – notamment en Europe et aux USA – c'est le refus de sortir du piège nucléaire. On tente de calmer l'opinion publique avec la promesse d'une « sérieuse révision de la sécurité de nos centrales ». La M.O.A.N., Médaille d'Or de l'Aveuglement Nucléaire mérite d'être attribuée au gouvernement français, dont l'un des porte-paroles, le sieur Henri Guaino, a récemment déclaré : « L'accident nucléaire au Japon pourrait favoriser l'industrie française dont la sécurité est une marque de fabrique ». No Comment...

Les nucléocrates – une oligarchie particulièrement obtuse et imperméable – prétendent que la fin du nucléaire signifierait le retour à la bougie ou à la lampe à huile. La simple vérité c'est que seulement 13,4% de l'électricité mondiale est produite par les centrales nucléaires. On peut parfaitement s'en passer... Il est possible, probable même que,

sous la pression de l'opinion publique, dans beaucoup de pays on réduit considérablement les projets délirants d'expansion illimitée de l'industrie nucléaire et de construction de nouvelles centrales. Mais on peut craindre que cela s'accompagne d'une fuite en avant dans les énergies fossiles les plus « sales » : le charbon, le pétrole offshore, les sables bitumineux, le gaz de schiste.

Le capitalisme ne peut pas limiter son expansion, donc sa consommation d'énergie. Et comme la conversion aux énergies renouvelables n'est pas « compétitive », on peut prévoir une nouvelle et rapide hausse des émissions de gaz à effet de serre. Le premier pas dans la bataille socio-écologique pour une transition énergétique c'est le refus de ce faux

dilemme, de ce choix impossible entre une belle mort radioactive ou une lente asphyxie par le réchauffement global. Un autre monde est possible!

SOMMAIRE

Bangladesh

Changements climatiques et politiques néolibérales – Le cas du Bangladesh

Inde

Nationalistes hindous et verdict de Godhra
Confessions d'un cadre nationaliste hindou

Nos récents articles

Solidarité Japon

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET POLITIQUES NEOLIBERALES : LE CAS DU BANGLADESH

DANIELLE SABAI – LE 24 AVRIL 2011

Situé dans le plus grand delta au monde où deux fleuves himalayens, le Brahmapoutre et le Gange s'unissent pour se jeter dans le golfe du Bengale, le Bangladesh est coutumier des catastrophes climatiques. La moitié des terres du Bangladesh est à moins de 10 mètres au dessus du niveau de la mer. Elles sont en grande partie constituées de limons drainés par les fleuves qui s'écoulent des glaciers himalayens. La fonte des neiges occasionne régulièrement des inondations importantes. Le littoral est, quant à lui, à la merci de cyclones et de vagues géantes qui submergent les zones côtières. Soumis à des conditions géographiques et climatiques extrêmes, le Bangladesh a au cours des siècles établi un équilibre qui permettait à sa population dense d'y vivre. Le réchauffement climatique renforcé par l'application de politiques néolibérales a rompu cet équilibre fragile. Sans doute aucun pays au monde n'est plus vulnérable au-

jourd'hui et la population du Bangladesh est soumise à des défis immenses...



DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SANS PRECEDENTS

Aucune région du Bangladesh n'est épargnée par les changements climatiques.

Dans le nord du pays, l'été qui précédemment durait deux à trois mois peut maintenant en durer cinq ou six avec une élévation

substantielle de la température. En conséquence, les terres fertiles deviennent arides et les cultures brûlent. Les rivières s'assèchent et les agriculteurs dépendent de systèmes d'irrigation coûteux qui pompent les nappes phréatiques et les épuisent petit à petit. Depuis les années 90, les paysans font aussi face au problème de la contamination de l'eau des puits par de l'arsenic contenu naturellement dans les sols mais qui fait surface du fait du pompage des eaux souterraines. Le froid et le brouillard se font plus insistants durant la période hivernale, détruisant de nombreuses récoltes de légumes et les cultures de saison.

Dans le sud aussi la température augmente régulièrement l'été et le froid se fait plus insidieux l'hiver. Le littoral est soumis à des cyclones de plus en plus fréquents et de plus en plus violents. Les vagues géantes qui envahissent les terres fertiles du littoral augmentent la salinité des terres et des rivières rendant les terres impropres à la culture.



Le pays ne compte plus que trois saisons, un été, un hiver et une saison des pluies, alors qu'il en avait six précédemment. Durant ces périodes, le climat semble comme affolé : les étés sont de plus en plus chauds et secs, les hivers toujours plus rigoureux et les saisons des pluies de plus en plus arrosées. Les inondations et les cyclones auxquels le Bangladesh a toujours du faire face, viennent maintenant de plus en plus fréquemment et surtout en dehors des périodes attendues. Le changement climatique est indéniablement responsable de ces désordres, du moins en partie. Le réchauffe-

ment de l'atmosphère accélère la fonte des glaciers des pôles nord et sud augmentant le niveau de la mer. Les parties côtières du Bangladesh sont petit à petit submergées par l'eau salée. Le troisième rapport du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estime que le pays pourrait perdre 10,9 % de sa surface si le niveau de la mer s'élevait de 45 centimètres.

Au nord, les rivières et fleuves qui traversent le Bangladesh sont alimentés par la fonte des glaciers himalayens. Avec le réchauffement climatique, la fonte de ces glaciers est plus rapide que la reconstitution des glaces. Ainsi, petit à petit les cours d'eau diminuent et si le phénomène s'accroît, les fleuves pourraient bientôt être arides entraînant une désertification du nord du Bangladesh.

Mais pour l'heure, l'augmentation des précipitations durant la mousson couplée à une accentuation de la fonte des glaciers accroît la quantité d'eau à évacuer. L'écoulement de cette eau est lui-même rendu difficile par l'augmentation du niveau de la mer. La combinaison de ces deux facteurs rend les inondations plus fréquentes et plus importantes.

Avec l'augmentation du niveau de la mer, les digues de cinq mètres de haut construites dans les années 60, ne suffisent plus à protéger les villages côtiers des marées hautes. La combinaison d'une augmentation du niveau de la mer et d'un affaissement des milliards de tonnes de limons charriés par les fleuves qui viennent du nord n'empêche pas la pénétration des eaux salées dans les basses terres. Et les digues retiennent les eaux de pluies à l'intérieur des terres accentuant les inondations.

LES POLITIQUES NEOLIBERALES ONT AGGRAVE LA SITUATION

Les changements climatiques ne sont pas seuls responsables des dégradations environnementales dont les paysans bangladais sont les premières victimes. Dans les années

80, les pouvoirs publics ont développé une politique économique à la fois tournée vers les exportations et vers l'augmentation de la production alimentaire. Cette politique a été impulsée et favorisée par les organismes internationaux tels que la Banque Mondiale, le Fond Monétaire international, la Banque Asiatique du Développement, l'Agence des États-Unis pour le Développement International et le Département pour le développement international du Royaume uni.

Comme ailleurs, les politiques d'ajustements structurels ont favorisé la privatisation de grandes entreprises publiques et l'ouverture au capital étranger du secteur de l'énergie dans le cas du Bangladesh. Il en fut de même du secteur minier dans les années 90. Le retrait de l'État a précipité la crise dans les secteurs de l'éducation et de la santé ouvrant la voie aux services privés. Au nom du développement, ces réformes économiques ont permis l'accaparement des terres et la dépossession de millions de personnes. Elles ont créé un cycle de dépendance dont les paysans bangladais ont du mal à se sortir.

Le littoral a vu la multiplication des élevages de crevettes destinées à satisfaire une clientèle des pays riches en pleine explosion. Le Bangladesh est aujourd'hui le cinquième producteur mondial de crevettes. Environ 130 compagnies se partagent les bénéfices de cette industrie qui emploie près d'un million de travailleurs bangladais pour moins d'un euro par jour. 190000 hectares de mangrove et de terres fertiles ont été convertis en fermes aquacoles. Des terres à l'origine dévolues à l'agriculture ont été rachetées à bas prix à des petits producteurs puis transformées en élevages de crevettes accentuant la salinisation des terres et les rendant définitivement impropres à la culture.

Cette industrie met en danger les moyens d'existence des paysans sans pour autant procurer des emplois en nombre suffisant. Dans les Sundarbans, l'élevage des crevettes a rompu le fragile équilibre qui permet-

tait aux populations locales de vivre des ressources de la plus grande mangrove au monde. L'écosystème ne peut s'adapter rapidement à la salinisation de l'eau et au réchauffement de la température. Les grands arbres disparaissent ainsi qu'un nombre important d'espèces animales et végétales. Les paysans qui autrefois cultivaient le riz et qui n'ont pas trouvé d'emplois dans les fermes aquacoles se sont reconvertis en pêcheurs dans les Sundarbans. Mais la mangrove ne peut supporter la pression conjuguée de la pêche artisanale de plus en plus importante et de l'industrie de la crevette qui laisse derrière elle des étangs anéantis par la pollution générée par cette industrie. Cela provoque une catastrophe écologique et renforce les effets des changements climatiques car les mangroves sont des tampons entre les terres et la mer. Elles protègent contre l'érosion provoquée par les cyclones qui s'abattent sur les côtes.

Dans les terres, la volonté d'augmenter rapidement la productivité des champs a conduit à une utilisation excessive des fertilisants. Cela a renforcé la diminution de la biodiversité et l'érosion des sols.

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ET REFUGIES CLIMATIQUES

Les défis sociaux sont immenses pour les 150 millions d'habitants du Bangladesh et en particulier pour les plus pauvres. Un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et 70% serait sans terre. Les changements climatiques et les politiques néolibérales mettent en péril le mode de vie des dizaines de millions d'entre eux. Des prévisions prévoient que près de 40 millions de personnes pourraient devenir des réfugiés climatiques. La capitale Dhaka ne pourra pas absorber les déplacements massifs de population prévisibles si une partie du pays n'est plus habitable, parce que submergée par les flots, où désertifiée. Elle accueille déjà un demi-million de paysans chaque année du fait de la destruction de leur environnement traditionnel. La réponse ne peut

pas être non plus celle de l'Inde voisine qui partage avec le Bangladesh une frontière commune longue de 4000 kilomètres et qui a érigé un double mur de fils de fer barbelés haut de 2 mètres cinquante sur plus de 2500 kilomètres. Les réponses doivent reposer sur la coopération et l'entraide et certainement pas sur la répression.

Dans ce pays où l'agriculture représente 20 % du PIB du pays et 65 % de sa force de travail, la souveraineté alimentaire apparaît comme une des questions clefs qui doit permettre aux paysans à la fois d'atténuer et de s'adapter aux effets des changements climatiques.



Le paradigme de souveraineté alimentaire s'oppose au model dominant de l'agrobusiness, dans lequel la recherche de profits passe avant les besoins alimentaires des populations et le respect de l'environnement. Ce paradigme «affirme le droit des populations locales à définir leur propre agriculture et politique alimentaire, à contrôler leur propre marché et à promouvoir une agriculture locale en empêchant le dumping des surplus agricoles. Il encourage des méthodes d'exploitation multiples et soutenables qui respectent la terre et ne considère le commerce international que comme un complément à la production local. La souveraineté alimentaire signifie rendre le contrôle des biens naturels tels que la terre, l'eau, les graines aux communautés locales et lutter contre la privatisation de la vie »¹.

L'échec de la conférence de Copenhague est là pour nous rappeler l'incapacité des gouvernements des grandes puissances à prendre les mesures qui s'imposent. La catastrophe climatique annoncée ne sera pas évitée sans sortir du système capitaliste qui repose sur la recherche du profit maximal et l'accumulation illimitée, des objectifs contradictoires avec la préservation de l'environnement et la satisfaction des besoins sociaux.

Des organisations paysannes comme la Bangladesh Krishok Federation (BKF) et la Bangladesh Kisan Sabha (BKS)² organisent des ateliers avec les paysans pour évaluer les impacts du changement climatique et pour les mobiliser sur les questions de l'accès aux terres et sur la souveraineté alimentaire. A la fin de l'année 2011, ces deux organisations prévoient de lancer une caravane de la souveraineté alimentaire qui devrait faire un tour du pays. Les organisateurs veulent informer et mobiliser les populations les plus vulnérables, partager les expériences des mouvements paysans à la base et développer la solidarité internationale sur les questions du changement climatique et de la souveraineté alimentaire, en particulier en Asie du sud. Le rôle de ces organisations progressistes et indépendantes est très important. Elles sont une partie importante de la construction d'un mouvement de masse radical à l'échelle mondiale pour la justice climatique. Le NPA contribuera à soutenir et populariser cette importante initiative.

¹ Voir l'article d'Esther Vivas, [Alternatives to the Dominant Agricultural Model](#).

² La Bangladesh Krishok Federation (BKF) et la Bangladesh Kisan Sabha (BKS)¹ sont deux associations paysannes représentantes de La Via Campesina au Bangladesh. <http://www.krishok.org/>

NATIONALISTES HINDOUS ET VERDICT DE GODHRA

CHRISTINE SCHNEIDER – FEVRIER 2011

En Inde, deux évènements récents ont mis les projecteurs sur le rôle des nationalistes hindous dans des attentats de 2006 et 2007 et dans les émeutes communautaires de 2002.

En décembre 2010, Swami Aseem-nand, membre d'une organisation nationaliste hindoue, le RSS¹ (Rashtriya Swayamsevak Sangh), vient de confirmer l'implication de son groupe dans des attentats à la bombe. Les attentats commis en 2006 et 2007 avaient été attribués à des organisations musulmanes extrémistes. Sa confession recueillie par un juge prouve l'existence d'un réseau terroriste hindou.

Le 22 février 2011, neuf ans après, le jugement concernant le carnage de Godhra a été rendu. 31 musulmans ont été jugés coupables de complot et de meurtres après que 59 passagers hindous ont péri lors de l'incendie d'une voiture d'un train fin février 2002 dans l'État du Gujarat. Cet évènement avait été le démarrage de violences dans lesquelles sont morts plus de 2000 musulmans. Alors que le BJP² (Bharatiya Janata Party), était au pouvoir, ces violences ont eu une ampleur exceptionnelle: loin des émeutes communautaires traditionnelles et proches du pogrom organisé avec la complicité de l'État régional. Aujourd'hui, le verdict concerne le premier acte anti-hindou, mais pas le rôle du BJP et de son premier ministre pour avoir encouragé les émeutes anti-musulmanes qui ont suivi en ordonnant à la police de ne pas intervenir.

LES LIENS ENTRE LES DEUX ORGANISATIONS NATIONALISTES HINDOUES.

Le BJP et le RSS ont des liens idéologiques et des liens personnels étroits malgré une séparation organisationnelle et d'objectifs.

Créé en 1989, le BJP veut donner l'image d'un parti conservateur de centre droit. Il fait appel tout à la fois au vote hindou et au vote de l'élite indienne qui le voit comme un parti moderne et laïque. Il a formé une coalition électorale de centre droit, le NDA³ qui a été au pouvoir central à Delhi de 1998 à 2004. Il a perdu les élections en 2004 mais il est toujours le parti au gouvernement dans 8 états fédéraux dont le Gujarat et le Chhattisgarh. Narendra Modi, Premier ministre de l'État du Gujarat, est mis en cause lors des émeutes communautaires en février-mars 2002. C'est un ancien cadre du RSS et membre du BJP.



Manifestation du BJP

Créé après la vague révolutionnaire de 1920, le RSS est l'organisation mère de toutes les organisations d'extrême-droite hindoue. Elle se définit comme une association culturelle de droite aux positions anti-islam très tranchées et prône l'idéologie nationaliste de l'Hindutva, c'est-à-dire « l'identité hindoue ». C'est un groupe fasciste mais qui n'assume pas un discours de légitimation de la violence, car le reconnaître le mettrait hors la loi. Il préfère les démonstrations de force lors de ses rassemblements aux allures militaires. Il revendique 2 millions de membres. Des commissions d'enquête ont reproché au RSS ou à des organisations affiliées comme le Bajrang Dal leur participation aux émeutes de 2002. Mais très

peu d'hindous ayant participé à ces massacres ont été condamnés.

LES MASSACRES LORS DES EMEUTES COMMUNAUTAIRES DE 2002.

Le 27 février 2002, des nationalistes hindous revenaient d'un pèlerinage de la ville sainte d'Ayodhya. Dans le train, ils se sont comportés de façon très vindicative vis-à-vis des autres passagers ou des vendeurs des gares, musulmans ou non, les obligeant à clamer le nom de leur dieu Ram. Lors d'un arrêt en gare de Godhra, quartier musulman, un des wagons fut attaqué et son incendie fit une cinquantaine de morts parmi les nationalistes hindous. Des cérémonies post-mortem publiques furent organisées. Narendra Modi déclara qu'il s'agissait d'un acte de violence terroriste prémédité de longue date. Lors de réunions avec les responsables de la police, il expliqua qu'il ne fallait pas réprimer les hindous qui allaient probablement réagir.



Un train incendié par des manifestants lors d'émeutes à Jalandhar, dans le Pendjab

Ce furent des escouades de camions d'hindous en short kaki (l'uniforme du RSS) qui débarquèrent dans les quartiers musulmans d'Ahmedabad et dans les villes du Gujarat. Les groupes étaient bien organisés, équipés de portables pour communiquer avec un Quartier Général, avec des listes des maisons et des commerces musulmans. Ils se livrèrent au pillage puis incendièrent les maisons en faisant exploser des bonbonnes de gaz. Ils se livrèrent au viol collectif des femmes, leur firent avaler de force du kérosène pour ensuite les brûler

vives. Cette organisation des massacres laissait supposer des violences préméditées et coordonnées. Les violences durèrent plusieurs jours dans plusieurs villes sans réaction de la police et avec la bienveillance active du gouvernement⁴. 200 000 personnes ont fui les violences et ont été hébergés dans des camps de réfugiés. Beaucoup de musulmans ne sont jamais revenus dans cet État. Ceux qui sont restés vivent dans des quartiers ghettoïsés.

LE ROLE DU BJP DANS LES EMEUTES DE 2002

Depuis 2003, le rôle du BJP et des nationalistes hindous est connu. Mais ils n'ont jamais eu de comptes à rendre à la justice en tant qu'organisations. Cela est dénoncé par des journalistes, les défenseurs des droits de l'homme et par les militants de gauche. Des enquêtes judiciaires organisées au niveau du Gujarat ont blanchi la police et le gouvernement régional.

L'an dernier, une équipe d'investigation spéciale a été mise en place par la Cour Suprême au niveau national. Elle a interrogé l'actuel premier ministre du Gujarat Narendra Modi, toujours membre du BJP. Les journaux ont retenu sa mise hors de cause, alors qu'il est impliqué dans le laissez-faire de la police lors des émeutes, mais sans charges substantielles. Le rapport sur son interrogatoire du 12 mai 2010 fait état d'un état d'esprit communautaire, de discours enflammés lors des émeutes, de la destruction de preuves, de la désignation de membres du RSS comme officiels de l'administration, de la présence de ministres dans les QG de la police pendant les émeutes.

Le magazine d'investigation indien *Tehelka* révèle que la police n'a pas enquêté sur le rôle du BJP et du VHP (Vishva Hindu Parishad)⁵. Cette organisation nationaliste hindoue est responsable de l'agitation autour du site d'Ayodhya. Elle avait mobilisé les hindous pour la construction du temple dédié à Ram

après la démolition de la mosquée Babri Masjid à Ayodhya. Cela avait donné lieu à des violences interconfessionnelles très organisées en 1992. La présentation des corps des victimes du train incendié aux membres du VHP ne pouvait que provoquer et entraîner des chaînes de violence.

Concernant le BJP, il apparaît que si le gouvernement du Gujarat a réquisitionné l'armée rapidement, il ne s'est pas demandé pourquoi elle n'est pas intervenue à temps pour éviter les massacres. Un officier supérieur de la police témoigne d'actes inconstitutionnels de Narendra Modi, mais d'autres policiers ne veulent pas collaborer aux témoignages.

Le magazine *Tehelka* s'interroge donc pourquoi la commission d'investigation spéciale n'aurait pas assez de preuves pour aller plus loin et poursuivre Modi en justice.

LE VERDICT DE L'INCENDIE DU WAGON DE TRAIN A GODRAH

Sur les 94 inculpés musulmans, 63 ont été acquittés, 11 sont condamnés à mort et 20 à l'emprisonnement à vie, alors qu'il a été prouvé que la police avait encouragé des témoins à donner de faux témoignages, notamment des membres du VHP et qu'elle a arrêté indistinctement des musulmans de Godhra et les a accusés du crime et que des confessions obtenues par la torture ont été suivies de rétractations.

Dans ce verdict, l'accent est mis sur le rôle présumé des musulmans dans l'incendie. C'est le scénario de la conspiration prévue et planifiée contre les pèlerins hindous qui a été

retenu. Cela veut expliquer et justifier les représailles hindoues qui ont suivi.

Le BJP a accueilli favorablement le jugement. Il continue à ne rendre aucun compte sur son rôle dans les émeutes communautaires. Les militants radicaux dénoncent qu'il ne peut pas y avoir de justice dans un état présidé par le BJP.

Post scriptum: A l'heure où cet article sera publié, le 24 avril, les accusations contre le gouvernement régional BJP du Gujarat sont relancées. Un haut fonctionnaire Sanjiv Bhatt, responsable policier à l'époque, vient d'enregistrer solennellement un affidavit. Il affirme que Modi a déclaré le 27 février 2002 devant les forces de police du Gujarat qu'elles devaient « laisser les émeutiers exprimer leur colère ». Son témoignage déposé en 2002 n'avait pas été retenu. Le ministre de l'intérieur du gouvernement fédéral indien P. Chidambaram vient de le soutenir publiquement.

¹ RSS, *Rashtriya Swayamsevak Sangh* ou Association des Volontaires Nationaux¹

² BJP, *Bharatiya Janata Party* ou Parti du Peuple Indien

³ NDA, *National Democratic Alliance*, coalition de centre-droit, conduite par le BJP

⁴ Christophe Jaffrelot, *Les violences entre Hindous et Musulmans au Gujarat en 2002*, <http://www.ceri-sciences-po.org>

⁵ VHP, *Vishva Hindu Parishad* ou Assemblée Hindoue universelle

CONFESSION D'UN CADRE NATIONALISTE HINDOU SUR LES ATTENTATS A LA BOMBE

CHRISTINE SCHNEIDER – LE 27 FEVRIER 2011

En décembre 2010, la confession de 42 pages de Swami Aseemanand a mis à nu les activités terroristes des groupes hindouistes. Ce militant de 59 ans, actif au sein de l'organisation nationaliste RSS¹ pendant 30 ans est un proche de dirigeants du BJP et du RSS. Il a affirmé que des chefs du RSS sont impliqués dans les explosions qui ont tué plusieurs dizaines de personnes : en 2007 à Dargah Sharif à Ajmer dans le Rajasthan, à la mosquée Mecca Masjid à Hyderabad (État de l'Andhra Pradesh), dans le train Samjhauta Express qui traverse l'Inde pour aller au Pakistan et en 2008 dans le quartier musulman de Malegaon au Maharashtra. Ces attentats commis en 2006 et 2007 avaient été attribués à des organisations musulmanes extrémistes.

Ce n'est pas une organisation d'extrême-droite marginale qui a organisé et planifié ces explosions, c'est un membre du comité exécutif du RSS. Il aurait recruté des musulmans comme poseurs de bombe et son organisation aurait financé. Un autre membre imminent serait impliqué, mais décédé depuis dans des circonstances suspectes de règlement de compte au sein de l'organisation.

En juillet 2010, 3000 membres du RSS ont attaqué une télévision qui avait diffusé une cassette révélant l'implication de leur chef dans la planification de l'attentat d'Ajmer. En novembre, le RSS dénonçait le gouvernement de centre gauche UPA² de sa stigmatisation incessante des hindous. Aujourd'hui, sa ligne de conduite est de désavouer Swami Aseemanand et les auteurs des attentats comme ne faisant plus parti de l'organisation depuis 2006.

Pourquoi le RSS a-t-il peur d'être taxé de terroriste ? Le RSS veut se présenter comme

une association culturelle qui ne croît pas à la violence. Certains affirment qu'ils ne souhaitent pas d'investigations sur le réseau nationaliste hindou de peur de révéler des liens inavouables entre des organisations et des partis nationalistes qui se veulent « respectables ».

L'idéologie et l'instrumentalisation d'enjeux communautaires par les partis politiques hindous ont toujours été utilisées à des fins électorales lors de campagnes propices à des enchaînements de violence. Selon certains magazines indiens³, la publication de la confession d'Aseemanand n'est pas un hasard: il s'agirait d'une stratégie de la part du parti du Congrès afin de déstabiliser le BJP alors que Narendra Modi peaufine son image de « chef d'entreprise » œuvrant pour le développement économique de l'État du Gujarat.

¹ RSS, *Rashtriya Swayamsevak Sangh* ou Association des Volontaires Nationaux

² UPA, *United Progressive Alliance*, coalition de partis indiens, conduit par le Parti Indien du Congrès de Manmohan Singh et Sonia Gandhi

³ *Outlook* 27/1/2011



NOS RECENTS ARTICLES SUR L'ASIE

BANGLADESH

Changement climatique et politiques néolibérales : le cas du Bangladesh

Danielle Sabai

Paru dans Asies en Lutte n°6. En ligne sur [ESSF](#), [Extrême Asie](#)

CHINE

China Rise amidst the Crisis: the Emergence of a New Capitalist Power

Jean Sanuk

Chapitre de livre pour Socialist Resistance. En ligne sur [Asia Left Observer](#)

INDE

Nationalistes hindous et verdict de Godhra

Christine Schneider

Paru dans Asie en lutte n°6, En ligne sur [Extrême Asie](#)

Confessions d'un cadre nationaliste hindou sur les attentats à la bombe

Christine Schneider

Paru dans Asie en lutte n°6.

tao

JAPON

Une catastrophe naturelle, nucléaire, humaine et sociale

Danielle Sabai et Pierre Rousset

Paru dans TEAN, En ligne sur [Extrême Asie](#), [ESSF](#), [IVP](#)

Le Japon des luttes – Regard rétrospectif et actualité solidaire

Pierre Rousset

Écrit pour le bulletin du CADTM. En ligne sur ESSF, [Extrême Asie](#), [IVP](#)

Crise et solidarité

Pierre Rousset et Danielle Sabai

En ligne sur [ESSF](#), [Extrême Asie](#)

Fukushima ou l'inhumanité capitaliste

Pierre Rousset

En ligne sur [ESSF](#), [IVP](#)

Fukushima, un accident de niveau 7- Le lobby nucléaire et le déni de démocratie

Pierre Rousset

En ligne sur [ESSF](#), [IVP](#)

La catastrophe nucléaire

Pierre Rousset, Thomas Couderette et Clément Buche

Paru dans TEAN. En ligne sur [ESSF](#), [Extrême Asie](#)

SRI LANKA

Retour sur l'histoire d'une oppression : les tamouls du Sri Lanka

Danielle Sabai

A paraître dans Inprecor n°573 – En ligne sur Extrême Asie, ESSF après parution papier.

Solidarité Japon

Appel à la solidarité financière envers les victimes et personnes déplacées à la suite du pire tremblement de terre/tsunami dans le nord-est du Japon et de la catastrophe nucléaire de Fukushima

**Ligue communiste révolutionnaire du Japon (JRCL)
Conseil national des travailleurs internationalistes (NCIW)**

Le 11 mars 2011, à 14h30 (JST), la vaste zone du Japon oriental comprenant les régions du Nord-Est et de Kanto a été frappée par un tremblement de terre extrêmement violent, d'une magnitude 9. Ce séisme a donné naissance à un très puissant tsunami qui a dévasté de nombreuses agglomérations le long de la côte pacifique allant de la préfecture d'Aomori, au nord, jusqu'à la préfecture de Chiba, au sud. A la date du 17 mars, le nombre de morts et de personnes disparues approche déjà les 20.000, un chiffre qui ne cesse d'augmenter.

Tous les six réacteurs (du n° 1 au n° 6) de la centrale de Fukushima No. 1 – symbole du Japon comme « grande nation et puissance nucléaire » – appartenant à l'entreprise Tokyo Electric Power Co. (TEPCO), ont été endommagés et fragilisés. Tous les réacteurs sont devenus plus ou moins hors de contrôle et des situations terribles se sont succédées, tels qu'explosions de gaz, incendies de bâtiments d'habitation, fonte du noyau de réacteurs, fuites de radiation et épanchements. Le risque d'assister à une catastrophe de type Tchernobyl semble devenir de plus en plus possible. Les résidents ont déjà reçu l'ordre d'évacuation dans un périmètre de 30 km autour de la centrale.

Il y a maintenant 500.000 personnes évacuées qui ont perdu leurs maisons et/ou des proches aimés. Ils ont perdu logements et moyens d'existence, triplement victimes du tremblement de terre, du tsunami et de la catastrophe nucléaire. Carburant, nourriture, vêtements et médecine sont en quantité insuffisante et les réfugiés se retrouvent dans des centres d'évacuation sous une température très basse.



Dans ce Japon capitaliste riche et développé, il y avait des chômeurs et travailleurs précaires en nombre croissant. Les inégalités sociales se creusaient entre riches et pauvres. Les communautés rurales d'agriculteurs et de pêcheurs se désintégraient. Les politiques néolibérales du capital détruisaient les protections sociales. Ce sont aujourd'hui les secteurs sociaux victimes de ces évolutions qui sont les plus frappés par le tremblement de terre et le tsunami.

Les dommages produits par le tremblement de terre/tsunami et la catastrophe nucléaire vont accentuer la crise structurelle du capitalisme japonais. Le régime capitaliste dominant et ses forces sociales vont en conséquence poursuivre leurs attaques sociales, économiques et politiques contre la population souffrante et l'ensemble des masses laborieuses.

Dans la zone de Miyagi et Fukushima, frappée par le tremblement de terre/tsunami, nos camarades et leurs co-travailleurs syndicalistes ont déjà commencé à agir en aide aux populations souffrantes, pour défendre leurs vies et leurs droits sociaux. La priorité la plus pressante et de procurer nourriture, carburant et abris pour les victimes et d'assurer un emploi à celles qui ont perdu leurs lieux de travail. Nos camarades et leurs collègues s'engagent pour initier et

étendre des initiatives populaires et autonomes au sein des masses laborieuses et les résidents locaux, toujours par leur auto-activité.

Nous appelons tous nos camarades et amis internationaux à apporter leur solidarité financière aux activités de nos camarades de Miyagi et Fukushima et de leurs co-travailleurs.

De plus, nous en appelons à nos camarades et amis dans le monde à se mobiliser contre le nucléaire.

La terrible catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima No. 1 démontre une nouvelle fois que l'énergie nucléaire provoque des dommages irréparables à l'environnement. Elle ruine l'agriculture et la pêche, et accélère en conséquence la crise de la production alimentaire. Elle met en danger fatal la survie de l'humanité sur la terre. Le caractère grossière-

ment mensonger de la propagande capitaliste sur « la génération de centrales nucléaires comme une source efficace et propre d'énergie » est définitivement prouvé. Le gouvernement japonais et la compagnie TEPCO cachent la vérité et aggravent plus encore la crise nucléaire.

Intensifiez s'il vous plaît les campagnes globales pour s'opposer à l'énergie nucléaire et pour abolir les centrales nucléaires. Vos succès en ce domaine apporteront certainement un encouragement aux Japonais en souffrance et aux personnes évacuées, ainsi qu'à la résistance des travailleurs et des masses populaires ici.

Avec nos remerciements pour vos encouragements et pour la solidarité que vous avez manifestez à notre égard.

Vous pouvez envoyer des dons via Europe solidaire sans frontières (ESSF) :

Chèques

chèques en euros seulement à l'ordre d'ESSF à être envoyés à :

ESSF
2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil
France

Banque :

Crédit lyonnais

Agence de la Croix-de-Chavaux (00525)
10 boulevard Chanzy
93100 Montreuil
France
ESSF, compte n° 445757C

Coordonnées bancaires internationales :

IBAN : FR85 3000 2005 2500 0044 5757
C12
BIC / SWIFT : CRLYFRPP
Compte au nom de : ESSF

Pour retrouver les anciens bulletins Asies en Lutte sur le site du NPA :

<http://www.npa2009.org/search/node/bulletin%20asie>

Pour nous contacter ou recevoir les prochains bulletins : anim-asie@npa2009.org

NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil / Tél.: 01 48 70 42 30/

<http://www.npa2009.org/>